



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction  
des Libertés Publiques

**ARRÊTE**

n° 2011-DLP/BUPE- *H* du 10 JAN. 2011

**mettant en demeure la société AIR LIQUIDE à RICHEMONT de respecter l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-203 du 21 octobre 2009**

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**VU** le Livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1;

**VU** la partie réglementaire du livre V du Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté n° DCTAJ-2010-97 du 30 décembre 2010 portant délégation de signature en faveur de M. Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-203 du 21 octobre 2009 imposant à la Société AIR LIQUIDE des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de son établissement de RICHEMONT, et notamment son article 5 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 décembre 2010 ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 21 octobre 2009 susmentionné exige la transmission d'une étude technico-économique de réduction des risques sous un délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté, i.e. avant fin octobre 2010 ;

Considérant le courrier de la société AIR LIQUIDE en date du 30 novembre 2010 par lequel elle indique qu'elle ne pourra remettre cette étude que dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2011 ;

Considérant l'impact potentiel des résultats de cette étude sur l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques qui doit être approuvé avant le 6 mai 2011 ;

Considérant alors que la société AIR LIQUIDE ne respecte pas les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2009 susvisé ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

### Article 1er : champ de la mise en demeure

La société AIR LIQUIDE est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-203 du 21 octobre 2009 pour son établissement de RICHEMONT.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 - : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 4 - : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle

Le Sous-Préfet de THIONVILLE

les Inspecteurs des Installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de RICHEMONT où est implantée l'entreprise.

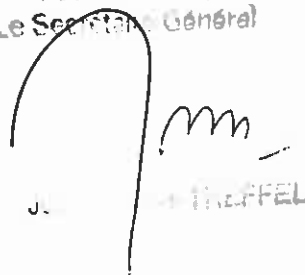
Pour Copie :  
Le Secrétaire Général

  
R. LANGENFELD

Fait à Metz,

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
JEFFEL